

Point de Presse du Conseil d'Etat

20 février 2013

La version Internet fait foi

M. François Longchamp, conseiller d'Etat
Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Déjeuner de travail avec les députés genevois aux Chambres fédérales	4
Oui à un mandat de négociation pour un accord cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière avec la France	4
Oui à l'abrogation de la Commission fédérale de remise de l'impôt fédéral direct	4
Encouragement et protection des enfants et des jeunes	5
Projet de gazoduc entre Trélex et Colovrex : signature d'une convention de délégation du contrôle environnemental	5
Genève	6
Projet de plan directeur cantonal Genève 2030: respecter le territoire	6
Tromperie alimentaire : mesures prises	7
Des logements d'utilité publique bientôt débloqués en Ville de Genève	8
Lancy : un projet prévoit la création de 42 logements	8
Le Conseil d'Etat confirme le maintien des postes du planning familial	9
Approbation du budget 2013 de la Ville de Genève et des taux des centimes additionnels communaux 2013 des communes genevoises	9
Le partenariat cantonal confié aux arrondissements d'état civil	10
Votations et élections du 9 juin 2013	11
Bernex : modification du règlement du conseil municipal validée	12
Agenda des invitations à la presse	13

Déjeuner de travail avec les députés genevois aux Chambres fédérales

Dans la perspective de la [session de printemps du parlement fédéral](#) qui se tiendra du 4 au 22 mars, le Conseil d'Etat a rencontré la délégation genevoise aux Chambres fédérales dans le cadre d'un traditionnel déjeuner de travail.

Cette entrevue a été l'occasion d'aborder des thèmes tels que le message relatif à l'initiative populaire «Pour les transports publics» et sur le contre-projet direct (FAIF), le différend entre la Suisse et l'Union européenne sur l'imposition cantonale des entreprises, les aspects sécuritaires de la politique d'asile ou le financement des rénovations des organisations internationales à Genève.

Oui à un mandat de négociation pour un accord cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière avec la France

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral de l'intérieur portant sur un mandat de négociation adopté par le Conseil fédéral le 24 octobre 2012 en vue de la conclusion d'un accord cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière avec la République française.

Depuis plusieurs années, le canton est dans l'attente d'un accord qui puisse favoriser et promouvoir la coopération transfrontalière, notamment dans le domaine de l'organisation et la prise en charge des soins de santé. Cet accord contribuera notamment à garantir aux populations de la zone frontalière un meilleur accès à des soins de qualité.

S'agissant du périmètre de la coopération transfrontalière, Genève souhaite également que cet accord porte sur des échanges en matière de formation des professionnels de la santé.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 00.*

Oui à l'abrogation de la Commission fédérale de remise de l'impôt fédéral direct

Consulté par le Département fédéral des finances, le Conseil d'Etat s'est prononcé en faveur du projet de loi fédérale sur l'abrogation de la Commission fédérale de remise de l'impôt fédéral direct (CFR). Ce projet, qui s'inscrit dans la suite du programme d'allègement budgétaire du Conseil fédéral, attribue exclusivement aux cantons la compétence de statuer sur les demandes en remise de l'impôt fédéral direct (IFD).

Le Conseil d'Etat est tout à fait favorable à ce qu'une seule et même autorité soit chargée de statuer sur les demandes de remises portant sur les impôts cantonaux et sur l'IFD. La cohérence des décisions relatives aux remises devrait s'en trouver renforcée. En vertu du système actuel, l'administration fiscale cantonale (AFC) examine non seulement les demandes de remises concernant l'impôt cantonal, mais également celles qui se rapportent à l'IFD jusqu'à un montant de 25'000 francs. La CFR ne traite que les demandes qui dépassent ce montant et elle les examine sur la base d'un dossier et d'une proposition motivée préparés par l'AFC.

Le transfert de compétence prévu par le projet de loi fédérale ne devrait entraîner ni charge de travail ni coûts supplémentaires pour l'AFC, ce d'autant que les cas actuellement traités par la CFR sont peu nombreux (environ 50 décisions par an à l'échelle suisse, dont deux seulement pour Genève en 2011 et en 2012).

*Pour toute information complémentaire : M. Bertrand Lugon-Moulin, secrétaire général adjoint, DF,
☎ 022 327 98 21.*

Encouragement et protection des enfants et des jeunes

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation fédérale lancée par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national. La commission propose de modifier [l'article 67 de la Constitution fédérale](#) de telle sorte que la Confédération soit habilitée à fixer les principes applicables à l'encouragement et à la protection des enfants et des jeunes, ainsi qu'à leur participation à la vie politique et sociale.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat estime positif que la Confédération puisse fixer des principes ou des normes minimales dans ces domaines, mais pense que c'est au niveau de la concrétisation de ce nouvel article 67 que le canton pourra se déterminer davantage sur la portée de cette disposition.

*Pour tout complément d'information : M. Stéphane Montfort, directeur en charge des affaires juridiques, DIP,
☎ 022 388 55 87.*

Projet de gazoduc entre Trélex et Colovrex : signature d'une convention de délégation du contrôle environnemental

Le Conseil d'Etat a signé avec l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) une convention portant sur la délégation du contrôle environnemental du chantier de gazoduc réalisé entre Trélex (VD) et Colovrex (GE) par la société Gaznat SA. La conformité environnementale de ce chantier est ainsi placée sous la surveillance du service d'étude de l'impact sur l'environnement du canton.

La Confédération a ainsi fait usage de la possibilité consistant à déléguer le contrôle environnemental des chantiers soumis à une autorisation de construire fédérale aux cantons, qui disposent d'une connaissance plus fine des enjeux et des acteurs locaux.

La progression des travaux peut être suivie sur le site www.gaznat.ch.

Pour toute information complémentaire : M. Walter Vetterli, directeur, service d'étude de l'impact sur l'environnement, DIME, ☎ 076 616 41 17.

Projet de plan directeur cantonal Genève 2030: respecter le territoire

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil le projet de plan directeur cantonal Genève 2030 (PDCn). Ce document de référence fixe et définit les grandes orientations et les conditions de mise en œuvre de la politique d'aménagement cantonal pour ces vingt prochaines années. Il appartiendra au Grand Conseil d'en débattre puis de l'adopter, par voie de résolution, d'ici au 20 septembre 2013.

Responsabilité à l'égard des générations futures

Avec ce PDCn, les autorités de ce canton assument une triple responsabilité à l'égard des générations futures. Il s'agit de leur permettre de:

- se loger dans des habitations de qualité à prix décent;
- habiter et travailler dans une agglomération offrant une belle qualité de vie et des espaces publics généreux;
- vivre dans un canton dont les qualités paysagères, naturelles, patrimoniales et agricoles sont préservées.

100'000 Genevois aujourd'hui ont moins de vingt ans. C'est en priorité pour eux que le Conseil d'Etat a conçu le projet plan directeur cantonal, afin de permettre la construction de logements en suffisance tout en préservant les qualités du paysage et en limitant l'emprise sur la zone agricole. Ce projet de plan directeur cantonal répond à l'ambition, inscrite dans la nouvelle Constitution, d'une «agglomération compacte, multipolaire et verte». Il vise à améliorer la densité des zones bâties, en particulier à proximité des axes de transport, et porte une attention soutenue à la qualité des espaces publics. Il offre un potentiel de 50'000 futurs logements tout en respectant le territoire.

Le plan directeur 2001-2015 avait sous-estimé les besoins en termes de logement, ce qui a contribué à aggraver la pénurie de logements. Il s'agit donc maintenant, avec le PDCn 2030, de rattraper ce retard et de répondre aux besoins des Genevois. On pense en particulier aux jeunes familles qui, aujourd'hui, sont trop souvent contraintes de s'installer en France voisine ou dans le canton de Vaud, faute de trouver un logement à prix abordable dans le canton. Le coût de ces départs est exorbitant : en pertes fiscales, en surcharge des axes de trafic pendulaire, en perte de qualité de vie et de lien social. La pénurie actuelle de logements, qui pousse les jeunes familles à résider hors du canton, se traduit même dans le taux de fécondité : seulement 1,4 enfant par femme à Genève, contre 1,9 dans le Genevois français ou 1,75 dans le district de Nyon.

Agglomération des courtes distances

L'urbanisation se conduira de manière concertée avec l'évolution des axes forts de transports collectifs. Elle veillera également à renforcer les pénétrantes de verdure et les axes de mobilité douce au cœur de l'agglomération. Elle mise sur l'attrait des futures stations de CEVA pour constituer de nouvelles centralités. A terme, plus de 240'000 personnes habiteront ou travailleront à moins de 500 mètres d'une station CEVA. De même, la densification de la couronne urbaine et de la zone villas à proximité immédiate des axes de transports collectifs contribuera à créer une «agglomération des courtes distances». Le temps consacré aux transports pendulaires par chaque habitant est en effet un indice important de qualité de vie.

Préserver les qualités du paysage

Les espaces agricoles, qui représentent près de la moitié du territoire cantonal, l'accès à la nature, en ville comme en périphérie, doivent être préservés. Il convient d'user de manière parcimonieuse de ce précieux territoire, garant d'une qualité de vie très enviable en comparaison internationale. C'est ainsi que l'emprise potentielle sur la zone agricole que permet ce PDCn reste modeste (2.9%), dans les mêmes proportions que celle du précédent plan directeur, y compris pour réaliser certains projets de parcs et d'équipements sportifs.

Un véritable projet politique

Les intentions politiques du plan directeur cantonal font l'objet d'une publication spécifique, destinée à un large public. Ce document, intitulé «Genève envie», a été conçu pour la première fois de manière à permettre à un public non averti d'appréhender les objectifs sous-jacents du plan directeur, dont la rédaction et la forme s'avèrent très techniques. Ces intentions politiques se matérialiseront au cours des prochains mois par des propositions de modifications législatives et réglementaires (réforme des PLQ, réglementation sur l'accession à la propriété en zone de développement, encouragement à la participation des communes dans la construction de logements). A ces éléments s'ajoute le projet de réforme de la péréquation financière communale, qui doit permettre aux communes de mieux faire face à leurs obligations en matière d'aménagement du territoire et de construction de logements.

Prochaines étapes

Conformément à la loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, le projet de plan directeur est maintenant transmis au Grand Conseil, qui dispose de six mois à compter de la session de mars pour se prononcer à son propos. Il sera ensuite soumis à l'approbation du Conseil fédéral.

Les documents relatifs au plan directeur cantonal Genève 2030 sont disponibles sur le site internet officiel de l'Etat de Genève: www.ge.ch/plandirecteur2030.

Pour toute information complémentaire: M. François Longchamp, conseiller d'Etat, en contactant M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DU, ☎ 022 546 54 10 ou 079 215 80 58.

Tromperie alimentaire : mesures prises

Le Conseil d'Etat rappelle que la présence de viande de cheval non déclarée dans des plats cuisinés à base de viande de bœuf ne constitue pas un problème de santé publique mais relève d'un cas grave de tromperie. A ce stade, aucun élément probant n'est susceptible de mettre en cause l'innocuité de ces denrées alimentaires. Depuis le début de la crise, le service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV) est en lien constant avec les autorités fédérales et les autres chimistes cantonaux.

La campagne de contrôle réalisée en urgence la semaine dernière sur une centaine de produits à base de viande de bœuf (steaks hachés, sauces bolognaises, lasagnes, pâtes farcies à la viande, etc.) n'a donné que des résultats conformes, c'est-à-dire exempts de viande de cheval. Par ailleurs, le SCAV a prélevé une vingtaine d'échantillons supplémentaires dans les principales entreprises d'importation situées sur sol genevois. Les résultats des analyses seront connus dans les jours qui viennent. Tous les produits qui contiendraient de la viande de cheval non déclarée seront immédiatement retirés du marché.

En raison de la complexité des circuits de commercialisation de la viande pour les préparations industrielles, les entreprises peuvent avoir plusieurs fournisseurs et intermédiaires pour leurs matières premières. A ce stade, il est important de rappeler la responsabilité première des entreprises qui doivent impérativement gérer cette problématique par le biais de leur système d'autocontrôle.

Le SCAV mène chaque année plusieurs campagnes de contrôles portant sur la recherche de tromperie et les identifications d'espèces : recherches d'espèces animales dans les viandes de kebab, les saucisses et produits de charcuterie, espèces de gibiers, poissons, produits déclarés sans porc, etc. Ces contrôles ont permis des améliorations notables, notamment sur la déclaration des espèces de poisson.

Pour toute information complémentaire : M. Patrick Edder, chimiste cantonal, service de la consommation et des affaires vétérinaires, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 56 00.

Des logements d'utilité publique bientôt débloqués en Ville de Genève



Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi déclarant d'utilité publique la réalisation d'un plan localisé de quartier (PLQ) situé à l'intersection de la rue du Vidollet et du chemin des Vignes, sur le territoire de la commune de Genève, section Petit-Saconnex.

Ce plan, adopté par le Conseil d'Etat en 1982, prévoit notamment la construction de deux bâtiments de logements. A ce jour, l'un des deux édifices doit encore être réalisé, ce qui permettra la mise sur le marché de près de 168 logements. La réalisation de ce bâtiment est toutefois compromise par l'existence de servitudes de restriction au droit de bâtir en faveur d'un propriétaire de parcelles situées à l'extérieur du périmètre du PLQ et sur lesquelles un immeuble a déjà été bâti.

A l'heure où notre canton connaît une importante pénurie de logements, le Conseil d'Etat estime qu'une telle situation est contraire à l'intérêt public. C'est pourquoi, face au refus du propriétaire de renoncer à ses servitudes, le Conseil d'Etat entend soumettre ce projet de loi au Grand Conseil, la déclaration d'utilité publique permettant au besoin de décréter l'expropriation des servitudes empêchant la construction de ces logements.

Il est à relever que le PLQ comportera une part prépondérante de logements d'utilité publique (60% de l'ensemble).

Pour toute information complémentaire: M. Francesco Perrella, directeur, direction immobilière, office du logement, DU, ☎ 022 546 65 43.

Lancy : un projet prévoit la création de 42 logements

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) portant sur deux parcelles en propriété privée situées au chemin Emile-Paquin à Lancy. D'une superficie totale de 3577 m², le périmètre est actuellement situé 5^e zone (zone résidentielle destinée aux villas) de développement 3.



Ce projet prévoit la création d'un bâtiment de quatre étages sur rez-de-chaussée offrant 42 logements ainsi que la construction d'un parking souterrain d'une capacité de 42 places. L'accès s'effectuera par la rampe existante qui dessert les parkings souterrains des bâtiments situés aux nos 2 à 8 du chemin des Mésanges.

Dans sa délibération du 27 septembre 2012, le Conseil municipal de la Ville de Lancy avait préavisé favorablement ce projet. La procédure d'opposition, ouverte du 16 novembre au 16 décembre 2012, n'avait suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la FAO, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'état de Genève: www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire: M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'Urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 80.

Le Conseil d'Etat confirme le maintien des postes du planning familial

Répondant à la motion demandant le maintien des forces de travail actuelles au service du planning familial, le Conseil d'Etat confirme qu'aucune réduction d'effectifs n'est prévue pour l'unité du planning familial cette année et l'année prochaine. Il s'engage à mettre ensuite en œuvre les mesures nécessaires au maintien de cette prestation.

Pionnier en matière de santé sexuelle et de planning familial, le canton de Genève a créé en 1965 le premier centre de consultation familiale et de régulation des naissances (CIFERN) de Suisse. Depuis, la loi sur la santé prévoit expressément que l'Etat soutienne les mesures d'information et d'éducation sexuelles ainsi que le planning familial. Celles-ci font partie intégrante des missions d'intérêt général des Hôpitaux universitaires de Genève.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 00.*

Approbation du budget 2013 de la Ville de Genève et des taux des centimes additionnels communaux 2013 des communes genevoises

Le Conseil d'Etat a approuvé le budget 2013 de la Ville de Genève, qui présente un excédent de revenu de 7130 francs pour un total des revenus nets de quelque 1 103 996 342 francs et un total des charges nettes de 1 103 989 212 francs.

Par ailleurs, le gouvernement a approuvé les budgets des autres communes, à l'exception de celui de la commune de Carouge faisant l'objet d'un référendum. Tous les budgets approuvés présentent un excédent de revenus, à l'exception des communes de Bernex et de Troinex qui prévoient des excédents de charges.

Enfin, le Conseil d'Etat a également approuvé les taux des centimes additionnels communaux pour l'année 2013 des communes genevoises, à l'exception de celui de la commune de Carouge, qui fait l'objet d'un référendum.

Pour 2013, 42 communes ont maintenu le taux de centimes qui était le leur en 2012, alors que deux l'ont modifié. La commune de Versoix a voté une baisse de son taux de 1 centime, tandis que la commune de Cartigny l'a augmenté de 2 centimes.

	2012	2013
Aire-la Ville	50	50
Anières	33	33
Avully	51	51
Avusy	50	50
Bardonnex	41	41
Bellevue	42	42
Bernex	48	48
Carouge	39	
Cartigny	41	43
Céligny	33	33
Chancy	51	51
Chêne-Bougeries	34	34
Chêne-Bourg	46	46
Choulex	44	44
Collex-Bossy	46	46

Collonge-Bellerive	30	30
Cologny	31	31
Confignon	47	47
Corsier	35	35
Dardagny	48	48
Genève	45.5	45.5
Genthod	25	25
Grand-Saconnex	44	44
Gy	46	46
Hermance	42	42
Jussy	42	42
Laconnex	45	45
Lancy	47	47
Meinier	42	42
Meyrin	43	43
Onex	50.5	50.5
Perly-Certoux	43	43
Plan-les-Ouates	37	37
Pregny-Chambésy	32	32
Presinge	41	41
Puplinge	46	46
Russin	42	42
Satigny	39	39
Soral	46	46
Thônex	44	44
Troinex	40	40
Vandoeuvres	31	31
Vernier	50	50
Versoix	48	47
Veyrier	38	38

Chaque année, les communes définissent ce taux des centimes additionnels (impôts communaux) qui leur est nécessaire pour l'exécution des tâches publiques qui leur incombent, conformément à l'article 291 de la loi générale sur les contributions publiques (LCP - D 3 05). Le Conseil d'Etat ne statue pas sur l'opportunité du taux de centimes, mais s'assure qu'il permet à la commune d'assumer les dépenses publiques qui sont à sa charge, conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de l'adoption des budgets communaux.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 41.

Le partenariat cantonal confié aux arrondissements d'état civil

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de modification de la loi sur le partenariat genevois, qui vise à harmoniser la compétence administrative dans le domaine du partenariat cantonal et fédéral.

En 2001, Genève a été le premier canton à avoir adopté une loi permettant aux couples homosexuels aussi bien qu'hétérosexuels de faire une déclaration de partenariat. L'enregistrement de ce partenariat avait été confié à la chancellerie d'Etat.

Suite à l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2007, des dispositions fédérales sur le partenariat enregistré – lequel concerne exclusivement les couples homosexuels – les arrondissements d'état civil sont compétents pour conclure le partenariat fédéral. Depuis lors également, le nombre partenariats cantonaux a nettement diminué, oscillant entre vingt et trente par an, alors que de 2002 à 2006, soixante à septante partenariats étaient enregistrés chaque année par la chancellerie d'Etat.

Afin de créer une unité dans le traitement administratif, le Conseil d'Etat propose de confier également aux arrondissements d'état civil du canton la compétence de célébrer les partenariats conclus selon le droit genevois.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.

Votations et élections du 9 juin 2013

Le Conseil d'Etat a fixé au dimanche 9 juin 2013 la date de la votation communale suivante à Carouge:



- La délibération du Conseil municipal de Carouge, du 13 novembre 2012, relative à l'approbation du budget de fonctionnement 2013, du taux des centimes additionnels fixé à 41 centimes ainsi qu'à l'autorisation d'emprunter

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées en mains propres au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 22 avril 2013, avant midi.

Le 9 juin prochain, le peuple se prononcera sur les objets fédéraux suivants :

- L'initiative populaire du 7 juillet 2011 "Election du Conseil fédéral par le peuple";
- La modification du 28 septembre 2012 de la loi sur l'asile (LAsi) (Modifications urgentes de la loi sur l'asile).



Par ailleurs, le Conseil d'Etat a fixé au 9 juin 2013 la date de l'élection complémentaire d'un-e adjoint-e dans la commune d'Aire-la-Ville, pour procéder au remplacement de M. Bertrand Reich, démissionnaire.

Les candidatures seront ouvertes auprès du service des votations et élections dès le mardi 26 février 2013 et jusqu'au lundi 18 mars 2013 à 12h00.

L'élection sera tacite si une seule candidature est présentée.

Enfin, le Conseil d'Etat a fixé au 9 juin 2013 la date de l'élection complémentaire d'un-e conseiller-e municipal-e dans la commune de Céligny, afin de procéder au remplacement de Mme Doris Chow, démissionnaires.



Les candidatures seront ouvertes auprès du service des votations et élections dès le mardi 26 février 2013 et jusqu'au lundi 18 mars 2013 à 12h00. L'élection sera tacite si une seule candidature est présentée.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.

Bernex : modification du règlement du conseil municipal validée

Le Conseil d'Etat a validé une modification du règlement du Conseil municipal de la commune de Bernex. La durée du mandat de président de commission passe de la durée complète de la législature à la moitié de celle-ci.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.



Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
6 mars 11h30	Prestation de serment de l'école de police	Promenade de la Treille	DS	Laurent Forestier ☎ 022 327 94 12
8 mars 11h00	Diagnostics déchets personnalisés à l'attention des PME	<i>à préciser</i>	DIME	Grégoire Pralong ☎ 022 546 76 13